

**TRANSITION VERS LE
DÉVELOPPEMENT
DURABLE EN
CHINE | QUELLES
OPPORTUNITÉS
POUR L'EUROPE ?**

Jean-Yves HEURTEBISE





Paris

20, rue Laffitte
F-75 009 Paris

T | +33 (0)1 49 49 03 30
F | +33 (0)1 49 49 03 33

Bruxelles

Rue de la Fauvette, 92
B-1180 Bruxelles

T | +32 (0)2 374 23 13
F | +32 (0)2 358 56 48

www.institut-thomas-more.org | info@institut-thomas-more.org

Tribune 47

Octobre 2014



**TRANSITION VERS LE
DÉVELOPPEMENT
DURABLE EN
CHINE | QUELLES
OPPORTUNITÉS
POUR L'EUROPE ?**

Jean-Yves HEURTEBISE

L'auteur | Jean-Yves HEURTEBISE est maître de conférences à l'Université Catholique FuJen à Taipei (Taiwan, R.O.C.). Il est titulaire d'un doctorat de philosophie d'Aix-Marseille Université (AMU) portant sur la philosophie des sciences biologiques et sociales. Il est membre associé du Centre de Recherche en Épistémologie et Ergologie (CEPERC, AMU/CNRS). Depuis 2009, il vit et travaille en Chine (Marie Curie Fellowship à Qinghua University à Pékin dans le cadre du projet européen EPSEI, Evaluating Policies for Sustainable Energy Investments) et à Taiwan (Chercheur invité à la National Taiwan University). Il est également Vice-coordonateur et co-fondateur avec le Professeur Paolo Farah du projet européen LIBEAC (Liberalism in Between Europe And China). Il a enseigné la philosophie de l'écologie et du développement durable depuis 2011 à l'école d'été de l'Université de Pékin (Institute on Climate Change and Environmental Protection-SICCEP) et depuis 2012 à la National Dong Hua University. Outre la philosophie de l'environnement, ses activités de recherche portent également sur la philosophie comparée et les relations intellectuelles entre la Chine et l'Europe. Il est l'auteur de nombreux articles en anglais, en chinois et en français publiés dans des revues internationales (*World Sinology, Philosophia Scientiae, Revista Portuguesa de Filosofia, Écologie et Politique*, etc.).

| INTRODUCTION

De 1980 jusqu'à 2012, l'économie chinoise a cru à un rythme d'environ 9% par an – trois fois plus que la moyenne mondiale sur la même époque. Cette performance économique a permis de sortir un tiers de la population chinoise de la pauvreté et a permis l'entrée d'un autre tiers de la population dans la catégorie des classes moyennes (ce qui correspond en Chine à un revenu annuel minimal de 11000 euros par personne). Ce succès économique a cependant un coût social, politique et écologique¹.

Coût social d'abord puisque le décollage économique fulgurant de la Chine est allé de pair avec une croissance importante des inégalités entre riches et pauvres et entre villes et campagnes. Coût politique ensuite puisque pour maintenir la paix sociale et le règne du Parti dans un pays en profonde mutation (où l'on répertorie entre 90 000, en 2006, à 180 000, en 2010, « incidents de masse » par an – le terme incluant aussi bien protestations pacifiques qu'émeutes réprimées), le budget de l'État alloué à la sécurité intérieure n'a cessé d'augmenter pour dépasser celui alloué aux dépenses militaires (qui lui-même a augmenté de 16% par an entre 1990 et 2010). Coût écologique enfin : en 2007, une étude conduite par la Banque mondiale chiffrait à 5,6% le coût pour le PIB de la pollution de l'air et de l'eau sur la santé et l'environnement². Or d'une part, ces mesures étaient plutôt optimistes, d'autre part, la pollution de l'air, de l'eau et des sols n'a cessé de croître alors que, dans le même temps, le PIB a ralenti. Il est donc probable qu'avec une augmentation du PIB de 7,5% en 2013, la croissance chinoise pourrait être considérée, en termes de « PIB vert »³, comme quasi-nulle. Ainsi le tournant de la Chine vers une économie de type durable est une nécessité tout à la fois politique, sociale, et environnementale⁴.

1. Chen Mei-jun, Marjolijn Klaver, Nico Aparicio Torres, Pedro Moreira da Silva, Joan Henrique Leonardo, *The Environmental Impact on the Chinese Economy*, Singapore: EMDC, 2007.

2. Banque Mondiale, *The Cost of Pollution in China: economic estimates of physical damages*, Washington, 2007.

3. Xu Fengju, Alireza Soleimani Damaneh, "Environmental Accounting and GDP in China and India", *Journal on Innovation and Sustainability*, 2013, 4(2), pp. 31-38.

4. Elle Carberry, Randall S Hancock, Alan S. Beebe, *The China Greentech Report 2012: forced with challenges, China accelerates Greentech growth*, Pékin, China Greentech Initiative, 2012.

En effet, l'objectif premier pour la Chine est de conserver son système politique (et d'affirmer ainsi sa différence irréductible avec « l'Occident »). Cependant la pérennité de ce système repose sur la possibilité de maintenir une croissance économique qui est contrainte à la fois par le coût croissant de l'énergie⁵ (tiré vers le haut par les besoins de la Chine elle-même) et par une augmentation des salaires qui renchérit les coûts de production et diminue la productivité. La Chine n'a d'autre choix que le développement durable pour assurer la paix sociale de citoyens qui, ne pouvant exprimer de façon démocratique leurs attentes et leurs frustrations, sont de plus en plus sensibles au respect et au renforcement de leur qualité de vie⁶.

La prise de conscience par la Chine de la valeur socio-économique du développement durable offre des opportunités nouvelles pour les entreprises européennes. En effet, l'Europe, si critiquée aujourd'hui, est pionnière dans le domaine : du premier Plan d'Action Environnementale en 1973 à aujourd'hui⁷, elle a plus de quarante ans d'expérience. Certains diront que cette expertise en matière de normes environnementales a eu pour conséquence de désindustrialiser le vieux continent et de créer un déficit commercial abyssal avec les pays émergents. Ils oublient que le rattrapage économique n'a qu'un temps. De fait, l'essor économique actuel des pays émergents ne peut être vu comme le futur rêvé d'une Europe « retrouvant » la croissance : une telle croissance acquise aux dépens de l'environnement appartient sans doute déjà au passé. C'est peut-être plutôt l'Europe des normes socio-environnementales⁸ qui trace la voie d'un futur durable pour les pays émergents. La preuve : le 12^e Plan quinquennal (2011-2015) chinois prévoit pas moins de 650 milliards d'euros d'investissements dans le développement durable.

5. Tang Qing and Liu Yujie, "The Study of the Relationships between China's Energy consumption and Economic Development", *IPCSIT*, 2012, vol. 49, pp.251-256.

6. Jean-Yves Heurtebise, « L'émergence d'une société civile du risque est-elle un danger pour la Chine ? », *Lettre confidentielle Asie21-Futuribles*, 2012, N°54, pp. 8-9 ; Jean-Yves Heurtebise, « L'environnement comme instrument de « regime change » : le cas de la Chine », *Lettre confidentielle Asie21-Futuribles*, 2013, N°59, pp. 13-14.

7. Michiel A. Heldeweg, "Towards Good Environmental Governance in Europe", *European Environmental Law Review*, January 2005, pp.2-24.

8. Christian Duschene, Alain Mestre, et Philippe Morvannou, *Une politique industrielle bas carbone comme voie de sortie de la crise*, Comité social et économique européen, septembre 2011.

| ÉTAT DES LIEUX DE LA SITUATION ÉNERGÉTIQUE EN CHINE : LIMITES ET POTENTIALITÉS

Un rappel des données de la politique énergétique chinoise permettra de préciser la nature des enjeux⁹. La Chine est aujourd'hui le premier émetteur de CO₂ de la planète (23% des émissions totales) ainsi que le premier consommateur d'énergie au monde (21% de la consommation mondiale). Sa consommation en énergie a crû de 127% entre 1990 et 2005. La dépendance de son économie au pétrole n'a cessé de se renforcer : alors qu'elle était exportatrice nette de pétrole au début des années 1990, elle est devenue la seconde importatrice mondiale de pétrole brut en 2009.

Quant à son mix énergétique, 70% de cette consommation se base sur l'utilisation du charbon, 19% sur celle du pétrole, 6% sur celle des renouvelables et 3% sur celle du gaz et 1% sur le nucléaire. Au niveau de l'utilisation par secteurs, 72% de la dépense énergétique provient du secteur industriel, 25% du secteur résidentiel (construction et habitat) et du transport et 3% du secteur agricole. Enfin, l'efficacité énergétique de la Chine reste très faible : malgré des progrès considérables, son intensité énergétique (rapport de la consommation d'énergie au produit intérieur brut) reste sept fois supérieure à celles des pays de la zone euro¹⁰.

9. Lawrence Berkeley, National Laboratory, *Key China Energy Statistics 2012*, juin 2012.

10. Worldwatch Institute, *Renewable Energy and Energy Efficiency in China: Current Status and Prospects for 2020*, Worldwatch Report 182, octobre 2010.

C'est à chacun de ces niveaux que la Chine doit agir et que l'Europe et les entreprises nationales de ses États membres peuvent apporter leur savoir-faire technologique et leurs compétences managériales¹¹.

| Redéfinir le mix énergétique (*clean coal*, gaz, renouvelables)

Le premier objectif de la Chine est de réduire le coût environnemental de sa dépendance au charbon. D'abord de façon qualitative en adoptant les technologies de « charbon propre » (*clean coal*) dont certains modèles avancés se trouvent en Europe (notamment en Suisse et en Allemagne) mais dont la technologie reste encore largement nord-américaine – notamment le couplage de la production d'électricité et du stockage de CO₂ (avec le projet *Boundary Dam*).

Ensuite de façon quantitative en réduisant la part du charbon dans le mix énergétique total¹². Pour cela, la Chine s'oriente de façon certaine vers un accroissement net de la part du gaz et du nucléaire (contribuant respectivement à 24% et 14% de la consommation d'énergie en Europe). D'un côté, la demande de gaz naturel peut introduire une nouvelle donne dans les relations de la Chine avec la Russie (la crise ukrainienne actuelle a ainsi accéléré la signature d'un contrat historique, en mai dernier, entre *Gazprom* et la *China National Petroleum Corporation*). De l'autre, la Chine est demandeuse de partenariat sur la question du nucléaire sur laquelle l'Europe possède une tradition d'excellence ; même si elle est mise à compétition par l'entrée de nouveaux acteurs en Asie (Corée du Sud), son savoir-faire dans le management des risques en fait un partenaire essentiel¹³.

Au niveau des énergies renouvelables en Chine, du point de vue de la consommation (6% du total) comme de la production d'énergie (20% du total), l'essentiel de la contribution énergétique provient des centrales hydroélectriques. La Chine qui comptait 200 barrages en 1949 en compte aujourd'hui plus de 85000. Cependant, leur construction implique des coûts écologiques et sociaux et génère des tensions géopolitiques avec les pays riverains (l'Inde et le Vietnam notamment). En outre, en 2015 le potentiel hydraulique sera déjà exploité à 85%.

C'est donc dans le domaine de l'énergie solaire et éolienne que le potentiel de développement est le plus important. De fait, la Chine est le premier producteur de panneaux solaires au monde et la première pourvoyeuse d'emplois dans le domaine du photovoltaïque (plus de un million et demi d'emplois dans le secteur en 2013¹⁴). Cependant, encore aujourd'hui, 95% de la production est dirigée vers l'export. C'est pourquoi, que ce soit au niveau de la production de polysilicium de qualité solaire, de l'installation, du stockage et du réseau de distribution, l'Europe, qui est le principal utilisateur d'énergie solaire, a une compétence à faire valoir.

11. Martin Joeress, Jonathan R. Woetzel, Haimeng Zhang, *China's Green Opportunity*, The McKinsey Quarterly, 2009.

12. Jenny Lin, *China's Energy Security Dilemma*, Project 2049 Institute.

13. Ortwin Renn, "White Paper on Risk Governance: Toward an Integrative Framework", Geneva: Global Risk Governance International Risk Governance Council, 2008, pp. 3-73.

14. International Renewable Energy Agency, *Renewable Energy and Jobs – Annual Review 2014*, mai 2014.

| Accompagner la transition vers une politique énergétique tertiaire

Que ce soit en Europe, surtout, aux États-Unis aussi et, dans une mesure moindre, au Japon, la part d'énergie captée par l'industrie est minoritaire (24% en Europe, 34% aux États-Unis et 45% au Japon) par rapport à celle dévolue au transport et à l'habitation (résidentielle ou commerciale)¹⁵. Le passage d'un mode de consommation/production d'énergie propre à un pays en développement dont l'économie est basée sur l'exportation à celui d'un pays développé dont l'économie est basée sur la consommation impliquera de profonds changements en Chine que les entreprises européennes doivent clairement identifier pour mieux se positionner.

Tout d'abord, si seulement 10% de la consommation d'énergie totale provient des transports, cette donnée pourrait changer avec l'accroissement exponentiel de la flotte automobile chinoise : le nombre de voitures a quadruplé en dix ans et le nombre de poids-lourds a quadruplé en cinq ans – et ce rythme de croissance devrait être encore plus soutenu dans les dix prochaines années¹⁶. L'Europe a un grand rôle à jouer¹⁷. En effet, la Chine depuis les années 1990 s'aligne sur les normes de consommation européennes pour les voitures – dès lors, les véhicules européens y sont prédisposés puisque la Chine devrait opter pour des normes et une exécution plus strictes. Plus encore, la sévère pollution atmosphérique des grandes villes pourrait inciter à accélérer la transition vers la mise en place des infrastructures permettant le développement de la voiture électrique ; les expériences européennes de voitures électriques en libre-service pourraient être aussi un enjeu d'avenir dans de nombreuses villes chinoises¹⁸. Enfin, la construction de poids-lourds à faible consommation (la mise en place de standards équivalents à ceux des véhicules personnels a pris du retard en Europe) et de véhicules deux roues plus écologiques aurait un grand intérêt pour le marché chinois¹⁹.

L'autre niveau de la transition énergétique est le bâtiment²⁰. Depuis 2010, la moitié de la population chinoise est urbaine : les deux tiers le seront en 2030 avec un doublement prévu de la surface habitée totale²¹. Étant donné que le principal poste de dépense énergétique d'un bâtiment en Chine est le chauffage et que sa source principale de génération est le charbon (cause majeure de pollution urbaine), l'introduction en Chine du bâtiment à énergie passive, développé en Europe à travers le projet CEPHEUS, pourrait être, selon nous, fortement porteuse.

15. Christiano Façanha, Kate Blumberg, and Josh Miller, *Global Transportation Energy and Climate Roadmap: the impact of transportation policies and their potential to reduce oil consumption and greenhouse gas emissions*, Washington, International Council on Clean Transportation, 2012.

16. Hong Huo, "China's Energy Use and GHG Emissions in the Transportation Sector", China Energy Issues in the 12th Five-year Plan and Beyond Conference, University of Singapore, février 2012.

17. International Energy Agency, *Transport Energy and CO2: Moving Towards Sustainability*, 2009.

18. Bill Russo, Edward Tse, Tao Ke, *China's Automotive Opportunity: Leading the Transition to New Energy Vehicles*, Beijing: Booz & Co., 2009.

19. Institut für Energie und Umweltforschung, *Transport in China: Energy Consumption and Emission of Different Transport Modes*, Heidelberg, mai 2008.

20. *Energy efficiency and Urban Development (the building sector and the transport sector)*, CCICED, novembre 2009.

21. Janamitra Devan, Stefano Negri, Jonathan R. Woetzel, "Meeting the challenges of China's growing cities", *The McKinsey Quarterly*, 2008, N° 3, pp. 107-117.

| Améliorer l'efficacité énergétique (usines, ville, agriculture)

Enfin le dernier aspect concerne l'efficacité énergétique. C'est à ce niveau que l'apport des technologies et du savoir-faire managérial des entreprises européennes peut être le plus décisif. En effet, contrairement à ce qu'il en est en Europe, l'énergie est souvent le premier poste de dépense d'une entreprise chinoise où les coûts de main d'œuvre peuvent y être trois à cinq fois moindres. Dans ce secteur, ce sont notamment les sociétés de services énergétiques européennes (*Energy service company : ESCO*) dont le marché s'est développé en Europe dans les années 2005 qui sont les mieux disposées vis-à-vis du marché chinois de l'efficacité énergétique où la demande est très forte. Les domaines d'application sont variés. Le marché le plus important est celui du réaménagement (*retrofit*) des usines chinoises qui ne sont plus aux normes. Ensuite celui du support à la conception de nouvelles usines innovantes. Dans les deux cas, les domaines les plus porteurs sont ceux de la cogénération et de la conversion de chaleur en électricité²². La fédération européenne des usines de transformation des déchets en énergie (*Confederation of European Waste-to-Energy Plants*) démontre une expertise européenne en la matière.

L'efficacité énergétique concerne aussi les activités urbaines. Les problèmes de l'urbanisation rapide dans une Chine qui devrait compter 225 villes de plus d'un million d'habitants et 23 villes de plus de cinq millions d'habitants en 2025 sont connus. Or, depuis la publication du *Livre vert sur l'environnement urbain* en 1990 par la Commission européenne²³, l'Europe a développé une véritable expertise dans le domaine du développement urbain durable.

Enfin, l'efficacité énergétique concerne également l'agriculture²⁴. C'est un secteur hautement stratégique puisque la Chine veut maintenir un niveau d'autosuffisance agricole proche de 90% afin de préserver sa souveraineté alimentaire. Si la productivité agricole totale a crû d'environ 2,5% par an depuis 1975, l'efficacité énergétique de la production en son ensemble reste relativement faible (notamment pour l'irrigation des cultures) tandis que le coût écologique reste élevé (érosion des sols et désertification) : les innovations récentes telles que la télédétection (*remote sensing*) appliquée à l'agriculture sont encore à mettre en œuvre en Chine.

22. Research and Markets, *China Waste-to-Energy Plants Market Forecast & Opportunities 2018*, Dublin, 2013.

23. Commission of European Communities, *Green Paper on the Environment*, Bruxelles, 27 juin 1990.

24. Songqing Jin, Jikun Huang, and Scott Rozelle Agricultural Productivity in China, in *The Shifting Patterns of Agricultural Production and Productivity Worldwide*, edited by Julian M. Alston, Bruce A. Babcock, and Philip G. Pardey, Ames (Iowa): Center for Agricultural and Rural Development, 2010.

| LA NOUVELLE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE CHINOISE : ENJEUX, OBSTACLES ET OPPORTUNITÉS

| Un point sur le douzième plan quinquennal 2011-2015 de la Chine

Le 14 mars 2011, l'Assemblée nationale populaire de la République populaire de Chine approuvait un programme de développement national de cinq ans, prenant effet en 2011 et s'achevant en 2015²⁵. Ce 12^{ème} plan quinquennal affiche des objectifs ambitieux en termes de réduction de la pollution²⁶, d'efficacité énergétique et de ressources. L'objectif annuel de croissance moyen pour les cinq ans est fixé à 7%. S'y affirment la volonté de continuer à développer l'Est de la Chine (nouveau terrain d'opportunités qui sera exploré lors de la rencontre à Chengdu en octobre 2104 d'entrepreneurs chinois et européens sur le thème *Intelligent, Green, Environment Protection: EU-China Urbanization Cooperation Practice*), d'augmenter le taux d'urbanisation (ce qui fait du secteur du logement le lieu où la demande d'innovation va être la plus soutenue et la plus durable) et de résorber les inégalités (ce qui devrait impliquer une augmentation des salaires d'environ 13% par an).

Les objectifs énergétiques sont très ambitieux : accroître l'usage des énergies renouvelables de 11,4% d'ici 2015 (et de 20% d'ici 2020) ; réduire de 16% l'utilisation d'énergie par unité du PIB ; réduire de 17% les émissions de CO2 par unité du PIB ; réduire de 10% la pollution à l'azote dans

25. KPGM China, *China's 12th Five-Year Plan Overview*, mars 2011.

26. Lin Xinyan and Mark Elder, *Major Development in China's National Air Policies in the Early 12th Five-Year Plan*, Kanagawa: Institute for Global Environmental Strategies, mars 2014.

l'air, de 10% la pollution à l'ammoniac dans les sols et de 8% la pollution en soufre et oxydants de l'eau. L'objectif global est de réduire d'ici 2020 l'intensité carbone (émission de CO₂ par unité du PIB) de 40 à 45% par rapport à son niveau de 2005.

Pour réaliser cet objectif, une réallocation des subventions et investissements est nécessaire.

De fait, le douzième plan quinquennal se traduit par des investissements massifs : 330 milliards d'euros seront investis dans des mesures de protection environnementale, ce qui fera de la Chine le premier marché mondial dans ce secteur ; entre 220 et 330 milliards d'euros seront également investis dans les énergies renouvelables dont 170 milliards pour l'éolien et 33 milliards pour le solaire ; enfin 8 milliards d'euros seront consacrés au traitement des eaux, prélevés par l'intermédiaire d'une nouvelle taxe sur la vente des terres.

| De la difficile implémentation du douzième plan : projection et pré-évaluation

Si les objectifs du plan sont très ambitieux et les moyens mis en œuvre très importants, des difficultés apparaissent au niveau de l'implémentation. Le problème majeur vient de la relative autonomie des instances régionales et des administrations locales par rapport au pouvoir central et de la compétition parfois féroce qui existe entre régions pour attirer les capitaux. Plus encore, le critère majeur de promotion en interne reste les performances en matière de développement. En outre, le manque de transparence et la corruption font que la traçabilité des aides et le suivi réel des performances demeure un exercice difficile pour le pouvoir central lui-même, qui doit faire face à une exigence populaire forte. Pour toutes ces raisons, évaluer la réussite du douzième plan quinquennal en matière énergétique et environnementale est fort difficile.

Le 23 avril 2014, Xu Lin, directeur de la Commission Nationale pour le Développement et la Réforme (CNDR) affirmait que selon lui la plupart des objectifs seraient atteints : à la fin de 2013, selon les données officielles, 9% sur les 16% visés pour l'amélioration de l'efficacité énergétique et 10% sur les 17% visés pour la réduction de l'intensité carbone en 2015 étaient déjà réalisés²⁷. Il paraît cependant difficile d'achever plus des deux tiers des objectifs les deux dernières années, d'autant que les gains sont de plus en plus difficiles à obtenir à mesure que l'on se rapproche des objectifs initiaux à taux de croissance équivalents. On se souvient qu'en 2009, afin de remplir les objectifs du onzième plan, de nombreuses usines avaient dû fermer : l'objectif environnemental n'était atteint qu'aux dépens du PIB. Le 29 mars 2014, une étude de chercheurs chinois de l'Université de Tsinghua à Pékin et de l'Université de San Diego affirmait que les objectifs du douzième plan ne pourraient être atteints : en 2020, les émissions de CO₂ devraient au total augmenter de 56% et les émissions par unité de PIB ne devraient baisser que de 33% par rapport au niveau 2005 et non pas de 40 à 45% ; en 2015, l'intensité carbone ne devrait baisser que de 8,8% et non pas de 17%²⁸. En 2013, un article de la *Stanford Social Innovation Review* révélait l'incapacité du gouvernement à respecter son engagement en matière de véhicules propres en pointant deux faits importants : l'absence d'un réseau électrique suffisamment moderne, étendu et

27. Xiaoyi Shao and David Stanway, *China now on track to meet 2015 emissions targets-state planner*, Reuters, 23 avril 2014.

28. Yang Yuan, Zhang Junjie, Wang Can, *Is China on Track to Comply with its 2020 Copenhagen Carbon Intensity Commitment?*, Department of Economics, California University San Diego, 2014.

stable pour supporter le transfert d'électricité généré par les nouvelles centrales (l'énergie photovoltaïque ou éolienne ne pouvant être facilement stockée) et la non-prise en considération du fait que la voiture électrique, par son prix, est plus adaptée à un marché automobile déjà mature²⁹. Les difficultés pour promouvoir la voiture électrique illustrent les obstacles que rencontre la Chine dans son objectif de produire 100 gigawatts d'énergie éolienne et 21 gigawatts d'énergie solaire (une augmentation de 40%) en 2015 : ceci ne pourra être réalisé sans régler la question du réseau et du stockage à l'échelle nationale.

| Obstacles à la pénétration sur le marché chinois pour les entreprises européennes

Cet écart entre les projections et les réalisations définit le terrain des opportunités futures ainsi que le lieu où les entreprises européennes peuvent se positionner pour améliorer leurs offres.

Car, en Chine, les entreprises européennes doivent faire face à de nombreux défis³⁰. Les investissements du gouvernement chinois dans le domaine des énergies renouvelables sont d'abord dirigés vers les entreprises chinoises. La politique « Acheter Chinois » (买中国货) (une loi de 2005 exige que les parcs éoliens utilisent à 70% des produits chinois) et la stratégie d'innovation autochtone créent une distorsion évidente dans la compétition³¹. En outre, la Chine n'est en rien un paradis fiscal pour les entreprises étrangères : l'impôt sur les sociétés y est de 25% ; il peut être réduit à 15% à condition que l'entreprise étrangère résidente inclue dans son partenariat (obligatoire) avec une entreprise locale l'apport d'une technologie essentielle brevetée (*core proprietary intellectual property*) – ce qui, dans le contexte chinois d'un droit de la propriété intellectuelle encore en chantier, est peu incitatif. Enfin, le manque de transparence dans l'affichage des aides et subventions disponibles en même temps que le caractère parfois opaque des instances de décision permettant de valider un projet industriel et leur multiplicité à différents niveaux (local, régional, national) constituent des obstacles pour les petites et moyennes entreprises ne disposant pas du réseau politico-économique des multinationales.

29. Christopher Marquis, Hongyu Zhang, & Lixuan Zhou, "China's Quest to Adopt Electric Vehicles", *Stanford Social Innovation Review*, Spring 2013, pp. 53-57.

30. Jonathan Story, *Winning China's Market: an SME Investment Guide*, Understanding China Programme, Été 2010.

31. James McGregor, *China's Drive for 'Indigenous Innovation': A Web of Industrial Policies*, US Chamber of Commerce, 2009.

| ÉVALUATION DES POLITIQUES DE L'UE ET RECOMMANDATIONS

Le caractère stratégique des investissements énergétiques font du développement durable, dans un pays aussi soucieux de son indépendance politique et financière, un secteur peu libéral ; pour se faire leur place, les entreprises européennes ont besoin de l'appui de l'Europe agissant comme une entité unie par un objectif commun³².

Ces dernières années des améliorations notables ont vu le jour (création du Bureau de la Propriété Intellectuelle à Pékin, du Réseau des Entreprises Européennes, et du Centre Européen des SME)³³, qui permettent de rendre plus accessible aux entreprises européennes un environnement linguistiquement, politiquement et juridiquement fort différent³⁴.

Cependant, au vu de l'ensemble du dispositif et des difficultés rencontrées, un certain nombre de recommandations semblent nécessaires. Nous proposerons donc un ensemble de huit recommandations articulées sur trois constats évidents.

32. Commission européenne, *EU-China 2020 Strategic Agenda for Cooperation*, 2012.

33. Tan Copsey and Isabel Hilton, *Greening China: Outlook for European SMES*, Understanding China Programme, 2011.

34. Dennis Pamlin, China, EU need to overcome five communications challenges to build a low-carbon future, *China Daily*, juin 2011.

Constat 1 | L'Europe, en panne de croissance et grevée par un taux de chômage important, peine à mettre en place les politiques nécessaires pour réussir sa transition énergétique. Or créer un environnement propice à l'économie du développement durable en Europe même est la condition première de la réussite de ses entreprises en Chine.

Constat 2 | Le problème de l'Europe est qu'elle paraît forte pour imposer sa loi aux États membres et faible pour faire entendre sa voix aux pays tiers (notamment face à la Chine) : dure avec ses partenaires et faible avec ses concurrents, l'Europe a du mal à se faire aimer de ses citoyens. Si certains pays bénéficient de cette fragmentation des politiques commerciales européennes, le déficit commercial de l'Europe avec la Chine, d'un montant de 147 milliards d'euros en 2012, montre qu'une telle stratégie est globalement préjudiciable.

Recommandation 1 | Maintenir des objectifs ambitieux en termes de développement durable, et notamment d'énergie renouvelable, en Europe – par exemple, en réorientant massivement les subventions vers les entreprises écologiquement responsables et en utilisant les fonds européens pour financer la recherche dans ces secteurs clefs.

Recommandation 2 | Favoriser la création de partenariats intra-européens et de consortiums dans le domaine de l'énergie et du développement durable pour proposer une offre unie et favoriser les convergences en termes de recherche et développement.

Recommandation 3 | Établir une plateforme de diplomatie économique commune à l'ensemble des pays membres de l'Union Européenne dans leur rapport à la Chine afin de remplacer la concurrence entre États membres pour acquérir des parts de marché en Chine par leur complémentarité pour prendre des parts de marché sur la Chine.

Recommandation 4 | Imposer aux États membres de remplacer les accords bilatéraux avec la Chine par un accord-cadre unique spécifiant les exigences juridiques et environnementales des relations politiques et économiques avec la Chine.

Constat 3 | La Chine est un pays capitaliste illibéral (capitaliste au sens où il prône une économie productiviste dont résulte l'accumulation asymétrique des bénéfices du développement au profit d'une élite mondialisée ; illibéral au sens où il ne respecte pas le principe de la libre-entreprise ni ne reconnaît la liberté individuelle). Le marché domestique est construit pour permettre l'émergence d'entreprises nationales de premier plan.

Recommandation 5 | Conditionner l'ensemble des aides européennes à la Chine au niveau de la recherche et du développement à un accès équitable au marché intérieur et à une réciprocité effective en termes de circulations des personnes et des biens (afin de prévenir le dumping).

Recommandation 6 | Lier l'obligation de joint-venture et transfert technologique à la capacité du partenaire chinois de disposer des aides de l'État chinois et de les partager.

Recommandation 7 | Mettre à la disposition de l'ensemble des entreprises européennes, un diagnostic prospectif des politiques énergétiques chinoises qui n'en reste pas aux données officielles (celles-ci pouvant être sujettes à caution) et souligne les risques autant que les opportunités d'investissement et multiplier les IPR Desk (Bureau de la Propriété Intellectuelle) européens dans toutes les grandes villes afin de permettre aux PME d'avoir accès partout aux services d'un réseau de juristes européens in situ connaissant le droit chinois.

Recommandation 8 | Proposer un guichet européen unique d'aide à l'investissement en Chine en plaçant les chambres de commerce des États membres sous la direction unique de la chambre de commerce européenne.

